

Joseph E. Stiglitz, *La grande fracture : les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015, 477 p.

Dominique Meurs

DANS **POPULATION** 2016/1 Vol. 71 , PAGES 162 À 164
ÉDITIONS **INED ÉDITIONS**

ISSN 0032-4663

ISBN 9782733210642

DOI 10.3917/popu.1601.0162

Date de mise en ligne : 01/07/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-population-2016-1-page-162?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Ined Éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Joseph E. STIGLITZ, *La grande fracture : les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015, 477 p.

Cet ouvrage est un recueil d'articles de l'auteur parus dans la presse américaine (*New York Times*, *Project Syndicate*, *Vanity Fair*, pour ne citer que les principales sources) depuis la grande récession de 2008 jusqu'en 2015. Ce sont des textes courts, percutants, destinés à des lecteurs non économistes et en réaction « à chaud » à l'actualité économique, principalement américaine. On y trouve notamment le célèbre article « Du 1 %, par le 1 %, pour le 1 % » paru dans *Vanity Fair* en mai 2011 et qui a largement inspiré le mouvement *Occupy Wall Street* en août 2011. Les articles sont organisés en huit thèmes, plus une introduction générale, et vont d'un constat général sur l'étendue des inégalités dans toutes ses dimensions à l'analyse des causes et conséquences, et les politiques préconisées avec quelques éclairages sur des pays tiers (Japon, Chine, Maurice...). La dernière partie revient sur les États-Unis et préconise de « remettre l'Amérique au travail ». Le tout forme un ensemble très lisible, moins technique que ses précédents ouvrages de vulgarisation comme « Le prix de l'inégalité » et constitue pour le lecteur allergique à l'économie une bonne introduction pour comprendre l'histoire immédiate et les débats économiques actuels.

Revers de la médaille d'une collection d'articles organisés de façon thématique, on est un peu perdu dans la chronologie des événements alors que beaucoup de textes analysent et commentent des décisions politiques précises. On regrette que la table des matières n'inclue pas les dates de parution des textes initiaux, ni que l'éditeur ait ajouté un tableau récapitulatif des repères économiques et politiques, comme les présidences des États-Unis, les principales lois adoptées ou encore les décisions des autorités de régulation monétaire. Une autre limite, inhérente à l'exercice, est que certaines idées et formulations se répètent d'article en article. Enfin, le format même empêche d'approfondir les thèmes abordés ; en particulier les diagnostics sur les pays autres que les États-Unis apparaissent un peu superficiels et sujets à discussion.

Mais ces défauts, formels, enlèvent peu aux qualités intrinsèques de cet ouvrage qui s'ajoute à un corpus croissant de textes économiques sur les inégalités, leurs mesures et leurs effets. Notons d'ailleurs que Joseph Stiglitz s'appuie largement sur « Le capital au XX^e siècle » de Thomas Piketty dans ces constats et souligne l'importance des travaux de Piketty et Saez pour disposer de données historiques sur ce thème.

Les textes de Stiglitz sont ceux d'un économiste politique au sens premier du terme : l'économiste porte un diagnostic, met les politiques en demeure d'agir, et leur dit comment faire pour améliorer le bien-être général. Le décryptage de la situation aux États-Unis est implacable : les inégalités ont crû au point de s'auto-entretenir, les riches financent les campagnes électorales et façonnent les politiques à leur profit. L'idéal américain d'égalité des chances a volé en éclats.

Les accès aux biens fondamentaux comme la santé, l'éducation et le logement, sont marqués par une inégalité croissante, avec des répercussions sur l'espérance de vie. À plusieurs reprises, Stiglitz revient sur la crise des crédits immobiliers aux États-Unis, déclencheur de la récession mondiale de 2008, et de la responsabilité des banques, des dogmes libéraux et des autorités monétaires dans cet engrenage où les américains moyens ont souscrit des emprunts bien au-delà de leur capacité de remboursement. Le lien entre cette crise des remboursements et l'inégalité des revenus repose sur le fait que la captation par 1 % de la population d'une part croissante des richesses nouvelles a entraîné une stagnation des revenus de la classe moyenne et une régression pour les plus pauvres. Faciliter les emprunts immobiliers a paru un moyen facile pour repousser dans le temps la contrainte budgétaire de la majorité de la population, tout en offrant aux banques un moyen d'enrichissement rapide. Un parallèle inquiétant est fait avec le surendettement actuel des étudiants américains, où les mêmes mécanismes sont en place, et qui devrait, selon Stiglitz, faire éclater une autre crise majeure dans un futur proche. Pour les jeunes issus du 99 % restant de la population, l'explosion des coûts de l'enseignement supérieure amène à un choix entre ne pas faire d'études et donc ne pas accéder à de bons emplois, ou bien s'endetter au-delà du raisonnable pour avoir des diplômes dont la valeur est douteuse et risquer la faillite faute de trouver un emploi. Stiglitz souligne aussi que c'est un moyen pour le 1 % de rester dans l'entre-soi et de garantir à leurs enfants une éducation de bonne qualité, quels que soient leurs potentiels.

À travers cet ouvrage, on voit aussi le cheminement intellectuel de Stiglitz et du recentrage de son discours sur la dénonciation répétée des inégalités aux États-Unis. Dans un passage plus personnel, il raconte avoir assisté au célèbre discours de Martin Luther King le 28 août 1963, à une époque où, engagé dans les mouvements pour l'intégration raciale, il visitait les universités ségréguées du Sud dans lesquelles l'inégalité des moyens éducatifs selon l'appartenance sociale et raciale était frappante. Il relate de façon savoureuse sa stupéfaction face à l'ignorance du monde réel des économistes académiques et leur analyse du chômage comme étant la faute des salariés. Cela ne va pas sans rappeler John Maynard Keynes et sa prise en compte du chômage massif dans ses modèles économiques pour agir et sortir au plus vite de la crise des années 1930, sans attendre une résolution lointaine et hypothétique par les seules lois du marché défendue à l'époque par l'école néoclassique. Comme Keynes, Stiglitz ne s'est pas limité à construire une vision du fonctionnement économique et de ses ratés. Ses travaux académiques majeurs sur les imperfections d'information et sur la formation de rentes (dans le sens où des acteurs économiques profitent de la méconnaissance des autres pour s'enrichir sans créer de richesses) débouchent sur la nécessité d'agents régulateurs et d'un État fort qui collecte l'impôt et finance les dépenses communes. De même que Keynes avait lui-même diffusé son point de vue sur les effets nocifs du traité de Versailles dans son livre *Conséquences économiques de la paix* (1919), J. Stiglitz dénonce maintenant depuis plusieurs années les ravages des inégalités croissantes sur l'économie. Il intervient dans

le débat public, a occupé des fonctions officielles (la présidence du FMI de 1997 à 2000) et essaye de convaincre le plus grand nombre à travers ses écrits et ses interventions médiatiques. Mais si son analyse des maux américains est forte et sans concession, les politiques proposées emportent moins l'opinion. Certes, elles apparaissent logiques : le marché ne s'autorégulant pas, c'est à l'État d'intervenir pour lever un impôt progressif, éviter l'évasion fiscale des multinationales, combattre les rentes, réguler les marchés financiers et fournir à tous des biens publics, au premier rang desquels l'éducation. Mais pour cela, il faudrait que les plus riches ressentent de l'empathie pour leurs concitoyens ou aient conscience de l'interdépendance et acceptent de payer davantage par intérêt bien compris, puisque les inégalités finissent par nuire à la croissance et à l'enrichissement du pays. Or, comme le dit Stiglitz, la ségrégation économique, qui va de pair avec la croissance des inégalités, fait que les plus riches peuvent vivre dans l'entre-soi et s'acheter les biens fondamentaux (santé, éducation, sécurité), manipuler les décisions gouvernementales, et finalement échapper aux conséquences économiques de leur égoïsme. Le lecteur referme l'ouvrage en ayant bien compris pourquoi les inégalités sont devenues un thème central en économie, pourquoi de leur réduction dépend la croissance et l'amélioration du bien-être général, mais aussi pourquoi les politiques correctrices, simples à comprendre, sont si difficiles à mettre en place.

Dominique MEURS